



**PRÉFET
DE LA GIRONDE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de
Nouvelle-Aquitaine**

Unité départementale de la Gironde
Cité administrative
2, rue Jules Ferry
BP 55
33200 Bordeaux

Bordeaux, le 06/03/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 27/02/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SOCIETE D'ASSAINISSEMENT DE BORDEAUX METROPOLE (SABOM)

Service Eau et Assainissement
Esplanade Charles de Gaulle
33000 Bordeaux

Références : 26-0195
Code AIOT : 0005209316

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/02/2026 dans l'établissement SOCIETE D'ASSAINISSEMENT DE BORDEAUX METROPOLE (SABOM) implanté Rue Louis Blériot 33130 Bègles. L'inspection a été annoncée le 24/02/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite de contrôle s'inscrit dans le cadre d'une inspection régionale coordonnée par l'inspection des installations classées et porte sur les produits chimiques présents dans l'installation.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SOCIETE D'ASSAINISSEMENT DE BORDEAUX METROPOLE (SABOM)
- Rue Louis Blériot 33130 Bègles
- Code AIOT : 0005209316
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Les installations exploitées par Bordeaux Métropole à Bègles sont implantées au sein de la station d'épuration « Clos de Hilde ». Elles sont autorisées au titre de la législation sur les installations classées pour le séchage de boues et la combustion de biogaz (arrêté préfectoral du 07 juillet 2011). Depuis janvier 2026, la station d'épuration, anciennement gérée par la Société d'Assainissement de BORdeaux Métropole (SABOM, filiale de VEOLIA) via une délégation de service public, est à présent gérée par la Régie de l'Eau de Bordeaux Métropole (REBM) en tant que Régie publique.

Contexte de l'inspection :

- Inspection généraliste produits chimiques

Thèmes de l'inspection :

- AR - 3
- REACH

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Fiche de données de sécurité (FDS)	Règlement européen du 18/12/2006, article 31, 35	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
2	Mesures de maîtrise des Risques	Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois
4	Produits incompatibles et réservoirs associés à des rétentions	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II	Demande d'action corrective	1 mois
5	Etat des stocks de produits chimiques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Capacités de rétention des	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-I	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	produits chimiques		

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le jour de la visite, le site est en pleine réorganisation interne du fait du changement de gestionnaire. Anciennement exploité par VEOLIA (SABOM) via une délégation de service publique, il est passé en janvier 2026 sous Régie publique avec comme gestionnaire la Régie de l'Eau de Bordeaux Métropole (REBM).

Cette évolution récente dans l'organisation ayant entraîné des changements dans les outils informatiques (dont partage de documents), l'exploitant a rencontré lors de l'inspection des difficultés pour présenter les justificatifs demandés (listing des substances dangereuses, Fiches de Données de Sécurité (FDS)). Il lui a été rappelé que tout document relatif au risque doit être facilement accessible par le personnel et accessoirement doit pouvoir être mis à la disposition de l'Inspection des installations classées, même en cas de contrôle inopiné (ce qui n'était pas le cas ici).

Sur le risque lié aux produits chimiques, il est constaté que ceux présents sur site correspondent en majorité aux réactifs employés dans le process de la STEP. Les FDS sont disponibles et les produits stockés sur rétention. Les principaux écarts relevés concernent :

- les fuites du produit en cas de déversement accidentel au moment du dépotage des substances dangereuses depuis les camions de transport vers les cuves de stockage de la STEP. Une vanne manuelle doit être actionnée afin d'obturer les réseaux de récupération interne (eaux pluviales) et éviter les déversements vers le milieu extérieur. La procédure imposant la fermeture manuelle de la vanne mériterait d'être affichée à chaque poste de dépotage ;
- le risque d'erreur au moment du dépotage de certains produits dangereux vers la cuve d'un produit incompatible (mélange acide/base possible).

Des compléments sont attendus sur ces points.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Fiche de données de sécurité (FDS)

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 31, 35
Thème(s) : Produits chimiques, Mise à disposition des FDS
Prescription contrôlée : Article 31 : Le fournisseur d'une substance ou d'une préparation fournit au destinataire de la substance ou de la préparation dangereuse une fiche de données de sécurité. Article 35 : Les employeurs donnent à leurs travailleurs et aux représentants de ceux-ci accès aux informations transmises dans la fiche de données de sécurité et portant sur les substances ou les

préparations que ces travailleurs utilisent ou auxquelles ils peuvent être exposés dans le cadre de leur travail.

Constats :

L'exploitant a présenté la liste des produits dangereux présents sur le site. Les produits chimiques utilisés en interne correspondent aux réactifs employés dans le cadre du processus de traitement de la STEP. A noter que la présente visite s'est focalisée sur les risques liés à l'une des deux cuves de stockage de l'acide sulfurique présente sur site.

Les Fiches de Données de Sécurité (FDS) correspondantes et à jour sont regroupées informatiquement et mises à la disposition des agents intervenant au sein de l'installation.

Selon l'exploitant, des formations aux risques chimiques sont dispensées par un organisme extérieur. Chaque salarié suit une formation dans le courant de l'année suivant sa prise de poste au sein de l'établissement et dispose également d'une période de tutorat. Aucun échange avec un opérateur du site n'ayant pu être réalisé du fait de l'horaire de la visite afin de s'assurer de leur connaissance de ces risques, **il est donc demandé à l'exploitant de transmettre à l'inspection les dernières attestations de formation "risques chimiques" des agents intervenants au droit du poste de dépotage de l'acide sulfurique.**

De plus, l'exploitant met en place des notices simplifiées au niveau des stockages de produits dangereux à destination des opérateurs : celles-ci correspondent à des FDS simplifiées rappelant aux salariés et les principales informations contenues dans les FDS (moyens de lutte incendie à utiliser, EPI, pictogrammes, etc.). Leur présence a bien été constatée durant le contrôle au niveau du local de stockage de soude, javel et acide sulfurique. Ces dernières sont affichées sur les cuves de stockage des différents produits.

Le jour du contrôle, la FDS du produit « AS 96% GRADE EN 899 VE » a été vérifiée par sondage. Il s'agit de l'acide sulfurique employé dans le processus d'épuration de la STEP ; celle-ci est datée du 16 février 2023 et comporte bien l'ensemble des données nécessaires (phrases de risques, pictogrammes, moyens de lutte incendie à utiliser, conditions de stockage à respecter, mesures à prendre en cas de déversements, etc.).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de transmettre à l'inspection sous 1 mois les dernières attestations de formation "risques chimiques" des agents intervenants au droit des deux postes de dépotage de l'acide sulfurique.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5
Thème(s) : Produits chimiques, Mesures de maîtrise des risques et conditions opérationnelles
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Tout utilisateur en aval identifie, met en œuvre et, le cas échéant, recommande des mesures appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés.....dans la ou les fiches de données de sécurité qui lui ont été transmises ;</p>
<p>Constats :</p> <p>Durant la visite, la zone de dépotage de certaines substances dangereuses (acide sulfurique, javel et soude) a pu être contrôlée. Ces dernières, après avoir été dépotées sur une aire dédiée et délimitée par des barrières mobiles, sont envoyées dans les cuves de stockage.</p> <p>Les mesures de précaution mises en place sont cohérentes avec les informations mentionnées sur la FDS consultée pour l'acide sulfurique sur les points suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • matière de la cuve de stockage : cette dernière est en PEHD conformément aux indications de la FDS ; • les cuves de stockage sont fermées, la capacité de stockage et la nature des produits stockés sont affichées. Une FDS simplifiée est également présente sur ces dernières ; • un extincteur à poudre et un jet d'eau sont présents à proximité ; • chaque cuve dispose d'une rétention en béton adaptée au produit déversé en cas d'épanchement accidentel ; • des moyens de protection des opérateurs sont disponibles (douches, rince l'œil) ; <p>En revanche les points suivants appellent des observations de la part de l'inspection :</p> <ul style="list-style-type: none"> • bien que le point de dépotage objet de la présente inspection ne soit pas concerné, l'exploitant indique que la plupart des zones de <u>dépotage</u> du site ne sont pas sur rétention fermée puisque les écoulements collectés dans le cas d'un déversement accidentel sont redirigés vers le réseau d'eaux pluviales conduisant au fossé bordant l'établissement. Une vanne à déclenchement manuel permet d'obturer les réseaux afin d'éviter un déversement dans le milieu. Toutefois, aucune consigne de sécurité n'est affichée au niveau du panneau de consigne de dépotage. Une procédure simple mériterait d'être explicitée et affichée afin d'assurer un temps de réaction rapide des opérateurs en cas d'un tel incident ; • d'autre part, la FDS suggère de neutraliser l'acide sulfurique à la soude en cas de déversement accidentel dans les zones de rétention. L'exploitant n'avait pas connaissance de cette préconisation le jour de la visite. Il convient de se rapprocher du fabricant pour clarifier ce point afin, le cas échéant, de mettre en place un protocole clair et spécifique à destination des opérateurs pour gérer l'épanchement d'un tel produit avant pompage pour envoi dans une filière de traitement ad hoc. Il conviendra de prêter une attention particulière aux conditions d'utilisation du neutralisant (température, dosage) afin de ne pas créer de surrisque ; • une mesure spécifique de précaution doit être mise en œuvre afin de prévenir tout

accident au niveau de la zone de dépotage du fait de l'incompatibilité des produits chimiques stockés (acide/base). Ce point fait l'objet d'un point de contrôle à part (cf. fiche des constats n°4).
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Sous un délai de un mois, l'exploitant rédige et affiche sur les points de dépotage pertinents :</p> <ul style="list-style-type: none"> • une procédure en cas de déversement accidentel explicitant la nécessité d'actionner la vanne d'obturation des réseaux d'eau rapidement ainsi que la position de cette organe sur le site. Par ailleurs, si cela n'est pas déjà fait l'exploitant ajoute une consigne de fonctionnement simple au droit de la vanne ; • un protocole clair à destination des opérateurs sur la gestion d'un épanchement d'acide sulfurique dans le cas où une neutralisation à la soude s'avèrerait nécessaire (une consigne du fabricant est à demander en ce sens).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Capacités de rétention des produits chimiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-I
Thème(s) : Risques chroniques, Rétention
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Art 25 - I Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 100 % de la capacité du plus grand réservoir « ou récipient associé » ; - 50 % de la capacité totale des réservoirs associés « ou récipients associés ». <p>Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.</p> <p>Pour les stockages de récipients mobiles de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :</p> <ul style="list-style-type: none"> - dans le cas de liquides inflammables ou de liquides combustibles de point éclair compris entre 60° C et 93° C, 50 % de la capacité totale des « récipients » ; - dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des « récipients » ; - dans tous les cas, 800 litres au minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres.
<p>Constats :</p> <p>La zone inspectée correspond à l'une des zones de dépotage de l'acide sulfurique. Cette zone contient 3 cuves d'acide sulfurique, soude et javel qui sont disposées sur trois retentions en béton bien distinctes et adaptées aux volumes des différentes cuves (entre 1,5 m3 pour l'acide et 10 m3 pour les deux autres produits) .</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Produits incompatibles et réservoirs associés à des rétentions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II
Thème(s) : Risques chroniques, Rétention
Prescription contrôlée : Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.
Constats : Durant la visite terrain, l'un des points de dépotage est inspecté ; il contient trois points dédiés chacun à l'une des trois cuves du local où sont stockés les réactifs (acide, soude et javel). Chacun d'eux est étiqueté avec le nom du produit qu'il contient (étiquettes en bas à droite des différents postes). Il a également été constaté que l'acide sulfurique et la soude sont disposés dans des cuves situées à proximité dans le local de stockage. L'exploitant indique que cette configuration provient des choix réalisés au moment de la conception des installations. Comme indiqué au précédent point de contrôle, les rétentions associées à chacune des cuves sont bien distinctes. Ce point n'appelle donc pas de remarque de la part de l'Inspection des installations classées. Le contact entre ces deux réactifs pouvant produire une réaction de neutralisation acide/base fortement exothermique en cas de concentration importante des deux composés ; il convient dès lors de mettre en place une mesure de maîtrise des risques spécifique au moment du dépotage des produits afin d'éviter une réaction indésirable dans les cuves de stockage. Les consignes de dépotage présentent dans l'atelier de dépotage ne précisent pas de mesures afin de prévenir les erreurs. Il convient que l'exploitant indique à l'inspection la procédure mise en place pour éviter ce type d'accident. A titre informatif : <ul style="list-style-type: none">• un guide INERIS explicite les barrières humaines efficaces afin d'éviter les erreurs de dépotage qui sont fréquents (Démarche d'évaluation des Barrières Humaines de Sécurité - 20 : https://www.ineris.fr/sites/default/files/contribution/Documents/omega-20-barrieres-humaines-v2-1386233972.pdf) ;• en règle générale trois personnes sont mobilisées dans une barrière de sécurité humaine de grand efficacité : une pour regarder les papiers, une deuxième analyse les produits et une troisième s'occupe de donner les clefs du cadenas sécurisant le point de dépotage.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Sous un délai de 1 mois, l'exploitant indique à l'inspection la procédure mise en place pour éviter les accidents de dépotage, du fait de l'incompatibilité des produits stockés.
Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : Etat des stocks de produits chimiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49
Thème(s) : Risques accidentels, Etat des stocks
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.
Constats : Le bilan des capacités maximales par type de produit est présenté par l'exploitant. Il est inclus dans le plan de défense incendie du site dont est instruit l'ensemble des opérateurs du site. Il est observé que ce dernier n'a pas été mis à jour suite à des remplacements de réactif (substitution d'un produit par un autre). Une mise à jour à date de cet état des stocks est nécessaire ainsi que la mise en place une démarche de mise à jour de ce document à chaque modification des produits stockés sur site.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Sous un délai de 1 mois, l'exploitant : - met à jour l'état des stocks des produits présents sur site, - met en place une démarche permettant d'assurer une mise à jour de ce document à chaque modification des produits stockés sur site. Les justificatifs sont transmis à l'inspection.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois